

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire participer au débat qui, à mon avis, est très important, puisqu'il est d'actualité. Au fait, le très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau) visite présentement l'U.R.S.S. et on semble croire que des discussions se poursuivent au sujet de l'OTAN, dont le Canada est un partenaire et du Pacte de Varsovie, dont la Russie est le principal membre.

Monsieur l'Orateur, la motion à l'étude permet de remettre en question tout ce système de défense, de même que l'unité des pays qui font partie de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord non seulement dans un but de défense, mais aussi de coopération politique et économique.

Je crois donc qu'il serait bon de se demander pourquoi la participation à l'OTAN était nécessaire. Un groupe de pays n'adhère pas à un tel traité sans motifs. Et je crois que ce qui a motivé ce geste des pays démocratiques a été le résultat de gestes posés par un pays qu'on considère comme ennemi, qui veut appliquer partout dans le monde son idéologie totalitaire communiste.

C'est cette réussite du bloc communiste qui a amené plusieurs pays, dont le Canada, à s'unir pour se défendre contre l'envahissement de l'Union soviétique. Monsieur l'Orateur, la seconde guerre mondiale ayant entraîné la défaite de deux grandes puissances militaires et industrielles, l'Allemagne et le Japon, de même que l'affaiblissement de plusieurs autres, la Russie voulut en profiter pour étendre son emprise sur toute l'Europe.

L'expansion territoriale soviétique avait commencé pendant la guerre par l'annexion de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, ainsi que de certaines portions de la Finlande, de la Pologne, de la Roumanie, du Nord-est de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie orientale, ce qui représente en tout 500,000 kilomètres carrés de territoire peuplé par plus de 23 millions d'âmes.

C'est ce qui faisait dire à Paul-Henri Spaak, en 1948, qu'un seul grand pays est sorti de la guerre avec des conquêtes, c'est-à-dire l'Union soviétique. Cette expansion territoriale se poursuivait après la défaite de l'Allemagne et se compléta par une politique du contrôle des pays d'Europe orientale.

La présence des armées soviétiques victorieuses au cœur de l'Europe et l'infiltration communiste dans les gouvernements dits de «front national» assujettirent l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie à la domination soviétique, dont le territoire s'étendait sur une superficie d'environ 1,020,000 kilomètres carrés et comprenait plus de 90 millions d'âmes.

Comment cette conquête sans guerre s'est-elle produite? Dès le début de l'année 1947, le parti communiste lançait en Hongrie une violente campagne contre le parti des petits propriétaires et, par ses dénonciations et autres méthodes, provoquait de nombreuses arrestations.

Le gouvernement Nagy devait démissionner le 29 mai. De nouvelles élections n'assurèrent pas la majorité au parti communiste, mais firent de lui le parti le plus nombreux de la Chambre. Cela noyait le gouverne-

[M. Roberts.]

ment et, le 21 novembre 1947, celui-ci prononçait la dissolution des partis de l'opposition.

En Bulgarie, l'opération était menée dans des formes analogues. Nicolas Pethov, chef du parti agraire et de l'opposition, fut accusé d'avoir fomenté un coup d'état militaire. Il fut condamné le 16 août 1947 et pendu le 23 septembre.

Accusé d'être fasciste, le parti paysan avait été dissous le 26 août, et le 22 novembre, l'administration du pays s'établissait sur le modèle soviétique. Le 11 décembre 1947, Dinvetrov constituait un cabinet à prédominance communiste.

En Roumanie, après des élections dont la validité ne fut pas reconnue par les puissances anglo-saxonnes, les membres de l'opposition étaient accusés d'avoir voulu renverser le régime démocratique. Le parti paysan était dissous le 10 octobre 1947, et son chef, le docteur Manier, était condamné à la détention à vie le 29 octobre.

● (2.20 p.m.)

Ce fut Madame Anna Pauker, qui s'était préparée à Moscou pendant la guerre, qui succéda à M. Tataresco, et le roi Michel fut obligé d'abdiquer, le 1^{er} janvier 1948.

En Pologne, M. Mikolayczyk, chef du parti paysan, dut démissionner, parce qu'on menaçait sa vie. Il dut quitter son pays en novembre 1947. Le communisme s'imposa alors complètement.

En Tchécoslovaquie, le gouvernement de Prague, qui s'était montré favorable au plan Marshall, devait se déjuger et revenir sur sa décision, à la suite d'un voyage précipité de MM. Gottwald et Masaryk, à Moscou, en juillet 1947. Par des manœuvres et des dénonciations, on fit démissionner Benes, pour remplacer son régime par un gouvernement communiste.

Ainsi, en moins d'un an, Moscou avait réussi à s'assurer les gouvernements de Budapest, de Bucarest, de Sofia, de Varsovie et de Prague. Le parti communiste gouvernait seul, ou presque seul, dans chacune de ces capitales, d'où l'opposition avait été balayée. Le Kremlin n'avait plus qu'à coordonner, sur le plan international, l'action de ces gouvernements, et à constituer un bloc satellite aux ordres de Moscou.

De plus, l'Union soviétique exerça directement ou indirectement de fortes pressions dans plusieurs autres parties du monde, notamment au nord de l'Iran, en Turquie, en Grèce, où la guérilla commencée en 1944 devint, en 1946, une véritable guerre, et où les rebelles recevaient des renforts à partir de bases situées dans les États communistes voisins, en Asie, où l'Union soviétique étendit grandement son influence en occupant, en 1945, la plus grande partie de la Mandchourie et de la Corée du Nord.

En outre, l'agitation communiste se fit sentir dans tout le Sud-Est asiatique, en Indochine, en Malaisie, en Birmanie et aux Philippines, en fomentant des grèves, des désordres, allant même jusqu'à la guérilla. Partout, les partis communistes, aux ordres de Moscou, renforcèrent la politique soviétique par une propagande bien orchestrée et par une action qui s'opposa à toute prise de position occidentale en contradiction avec les objectifs